

3° 20 000 francs pour les autres déclarations visées à l'article 90, § 1er, de la loi.

**Art. 3.** Les montants des redevances prévues au présent arrêté sont adaptés chaque année au 19 janvier à l'indice des prix à la consommation.

L'adaptation se fait en divisant l'indice du mois de novembre précédant le mois de janvier dans le courant duquel l'adaptation aura lieu, par l'indice du mois de novembre 1995. Pour le calcul du coefficient, celui-ci est arrondi au dix millième supérieur ou inférieur selon que le chiffre des cent millièmes atteigne ou non cinq. Après l'application du coefficient, les montants sont arrondis à la centaine de francs supérieure.

**Art. 4.** Aucun arrêt ni aucune interruption des activités ne donne lieu à un remboursement d'une partie ou de la totalité des droits mentionnés au présent arrêté.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

3° 20 000 frank voor de overige in artikel 90, § 1, van de wet bedoelde aangiftes.

**Art. 3.** De bedragen van de rechten die in dit besluit zijn vermeld worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand november die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand november 1993. Bij de berekening van de coëfficiënt wordt deze afgerond tot het hogere of lagere tienduizendste naargelang het cijfer van de honderdduizendsten al of niet vijf bereikt. Na de toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal franken.

**Art. 4.** Geen enkele stopzetting of onderbreking van de activiteiten geeft aanleiding tot volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de rechten bedoeld in dit besluit.

**Art. 5.** Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

F. 99 — 2419

[S - C - 99/14173]

**13 JUNI 1999. — Arrêté royal portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques**

RAPPORT AU ROI

Sire,

La réglementation actuellement en vigueur concernant l'édition des annuaires téléphoniques est apparue ces derniers mois comme n'étant plus adaptée aux évolutions du secteur des télécommunications, notamment à la suite de la multiplication des opérateurs, aux souhaits de la majorité de nos concitoyens en matière de protection de leur vie privée et à la nécessité d'assurer une gestion efficace des ressources naturelles.

Il est dès lors proposé de réformer la réglementation applicable à la confection, à l'édition et à la distribution des annuaires téléphoniques en tenant compte des préoccupations énoncées plus haut.

Ainsi, les conditions dans lesquelles les annuaires peuvent être édités sont largement simplifiées. Les personnes qui souhaitent éditer un annuaire doivent faire une déclaration à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications quatre semaines avant le début de leurs activités. Les opérateurs de téléphonie vocale doivent fournir à ces éditeurs les données-utilisateurs finals dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires. Les seules obligations qui pèsent sur les éditeurs de ces annuaires sont des conditions visant à assurer un traitement équilibré entre les personnes qui figurent dans ces annuaires ou auxquelles ces annuaires sont remis.

L'arrêté royal définit en plus une catégorie spéciale d'annuaires, à savoir l'annuaire universel, pour lequel, afin d'en assurer le caractère universel, l'éditeur est soumis à des obligations complémentaires.

Cet annuaire universel doit reprendre dans un classement alphabétique, l'ensemble des utilisateurs finals par commune, y inclus les personnes cohabitantes qui ont manifesté l'intention de figurer dans l'annuaire sous leur nom propre.

Pour ce qui concerne les règles en matière de protection de la vie privée, il est évident que ne figureront dans l'annuaire que les noms des personnes qui l'ont souhaité.

Enfin, il faut rappeler qu'en matière d'annuaires, l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques prévoit que le service universel contient l'édition de l'annuaire universel dans les zones où aucun éditeur ne publie un tel annuaire.

N. 99 — 2419

[S - C - 99/14173]

**13 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De jongste maanden is gebleken dat de reglementering die momenteel inzake de uitgave van telefoongidsen van kracht is, niet meer is aangepast aan de ontwikkelingen in de telecommunicatiewereld - meer bepaald door de toename van het aantal operatoren -, aan de wensen van de meerderheid van onze medeburgers inzake bescherming van hun privé-leven, noch aan de noodzaak om de natuurlijke hulpbronnen efficiënt te beheren.

Derhalve wordt een hervorming voorgesteld van de reglementering die op de vervaardiging, uitgave en verspreiding van telefoongidsen toepasselijk is, waarbij rekening wordt gehouden met de hierboven vermelde bezorgdheid.

De voorwaarden waaronder de telefoongidsen mogen worden uitgegeven, worden daarom aanzienlijk vereenvoudigd. Personen die een telefoongids wensen uit te geven moeten vier weken voor de aanvang van hun activiteit daarvan aangifte doen bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. De operatoren voor spraaktelefonie moeten die uitgevers de eindgebruikergegevens verstrekken tegen billijke, redelijke en niet-discriminerende technische, financiële en commerciële voorwaarden. De enige verplichtingen die op de uitgevers van die gidsen rusten, zijn voorwaarden die erop gericht zijn een evenwichtige behandeling te garanderen van de personen die in die gidsen vermeld staan of aan wie die telefoongidsen worden bezorgd.

Het koninklijk besluit definieert bovendien een bijzondere categorie van telefoongidsen, namelijk de universele telefoongids, waarvoor de uitgever aan bijkomende verplichtingen wordt onderworpen om het universele karakter van die gids te waarborgen.

Die universele telefoongids moet in alfabetische rangschikking alle eindgebruikers per gemeente vermelden, met inbegrip van samenwonenden die de wens hebben geuit om onder hun eigen naam in de gids te worden vermeld.

Wat betreft de regels inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is het evident dat in de telefoongids enkel maar de naam zal worden vermeld van de personen die dat wensen.

Tot slot wordt eraan herinnerd dat op het stuk van telefoongidsen, artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt dat de universele dienstverlening de uitgave omvat van de universele telefoongids in zones waar geen enkele uitgever zulk een gids uitgeeft.

## Commentaires des articles

Le chapitre I traite des obligations qui pèsent sur tous les éditeurs d'annuaires.

L'article 1<sup>er</sup> contient un certain nombre de définitions, celles-ci marquent la distinction entre l'annuaire et l'annuaire universel. L'annuaire universel se caractérise par le fait qu'il doit comprendre un classement alphabétique par nom et par commune des utilisateurs finals du service de téléphonie.

Cette liste reprend, pour l'ensemble des opérateurs, les utilisateurs finals à un service fixe de téléphonie vocale, qui n'ont pas manifesté le souhait de bénéficié d'un numéro secret.

Ces derniers sont repris dans l'annuaire universel à l'adresse du domicile.

L'annuaire reprendra, d'une part, les données limitées à ce qui est nécessaire pour identifier un utilisateur final et, d'autre part, les données limitées à ce qui est nécessaire pour identifier les cohabitants des utilisateurs finals lorsque ceux-ci désirent figurer sous leur propre identité dans l'annuaire universel. Des données supplémentaires peuvent figurer pour autant que l'abonné ait donné son consentement sans ambiguïté à ce sujet.

Il est normalement prévu que le classement des utilisateurs finals se fasse par ordre alphabétique et par communes. Certains cas de regroupement des utilisateurs finals d'une même institution seront cependant tolérés s'ils ont pour but de faciliter les recherches dans l'annuaire.

L'insertion des données utilisateur finals dans l'annuaire universel, ne peut pas faire l'objet d'une redevance qui serait imputée à cet abonné; il en est de même pour les cohabitants.

Il est bien évident que la multiplication des opérateurs concernés pose pour les éditeurs un problème dû à la diversité des sources d'accès; le présent projet ne fait aucun obstacle à un éventuel accord entre opérateurs en vue de standardiser leurs bases de données respectives.

L'article 2 concerne le contenu et la manière d'introduire la déclaration imposée par la loi aux personnes qui souhaitent confectionner, vendre ou distribuer un annuaire.

Par ces activités, on entend aussi toute action en rapport avec les tâches visant à confectionner, vendre ou distribuer des annuaires. Par exemple, la prospection visant à insérer des annonces dans un annuaire en préparation est considérée comme faisant partie de ces activités.

L'obligation de déclaration préalable à ce genre d'activité contribue à la lutte contre les escroqueries, fréquentes en ce domaine.

Cet article précise les informations qui doivent figurer dans cette déclaration et les conditions dans lesquelles toute modification des informations initialement déclarées doit être notifiée à l'Institut. Parmi ces informations figurent notamment la description de la zone qui sera couverte, l'engagement à conclure un protocole avec les services de médiation et éventuellement la définition des catégories de personnes qui figureront dans l'annuaire. La déclaration contiendra aussi, le cas échéant, l'engagement éventuel de l'éditeur d'annuaire à publier un annuaire universel.

L'article 3 dispose que toutes les données utilisateurs finals reprises dans l'annuaire seront, sauf consentement de l'abonné, limitées au strict minimum nécessaire pour permettre l'identification de l'utilisateur final.

Vu que cet article impose, sous réserve de l'accord des intéressés, que tous les utilisateurs finals entrant dans la ou les catégories visées par un annuaire figurent dans celui-ci, les opérateurs sont tenus de prévoir dans leurs contrats avec leurs clients de demander entre autres la ou les catégories de profession libérale ou d'activité commerciale, industrielle ou artisanale exercée par ceux-ci.

Cette mention minimale est gratuite.

Les mentions reprenant à la demande de l'abonné, les données des cohabitants seront également insérées gratuitement dans les annuaires.

Le fait que la personne reprise dans la catégorie concernée ne désire pas conclure de contrat publicitaire avec l'éditeur n'est pas considéré comme une opposition d'insertion.

## Artikelsgewijze commentaar

Hoofdstuk I handelt over de verplichtingen waaraan alle uitgevers van telefoongidsen onderworpen zijn.

Artikel 1 bevat een zeker aantal definitieën, die het onderscheid aangeven tussen de telefoongids en de universele telefoongids. De universele telefoongids wordt gekenmerkt door het feit dat die een alfabetische rangschikking moet bevatten op naam en per gemeente van de eindgebruikers van de telefoondienst.

Deze lijst bevat voor alle operatoren de eindgebruikers van een vaste spraaktelefoondienst die niet de wens hebben uitgedrukt om een geheim nummer te hebben.

Deze laatste worden in de universele telefoongids opgenomen op het adres van de woonplaats.

De gids bevat enerzijds de gegevens die beperkt zijn tot hetgeen nodig is om een eindgebruiker te identificeren, en anderzijds, de gegevens die beperkt zijn tot hetgeen nodig is om de met de eindgebruikers samenwonende personen te identificeren wanneer die onder de eigen identiteit in de universele telefoongids wensen te worden vermeld. Aanvullende gegevens kunnen worden vermeld voorzover de abonnee daartoe duidelijk zijn toestemming heeft verleend.

De normale rangschikking van de eindgebruikers is alfabetisch en per gemeente. Toch zullen sommige gevallen waarin de eindgebruikers van eenzelfde instelling bijeen worden gebracht, worden geduld indien deze ertoe strekken het opzoeken in de gids te vergemakkelijken.

De vermelding van de eindgebruikergegevens in de universele telefoongids mag geen aanleiding geven tot een vergoeding die aan die abonnee zou worden aangerekend; hetzelfde geldt voor samenwonenden.

Het spreekt vanzelf dat de toename van de betrokken operatoren voor de uitgevers een probleem vormt dat te wijten is aan de diversiteit van de informatiebronnen; het onderhavige ontwerp staat niet in de weg van een eventuele overeenkomst tussen operatoren om hun respectieve databases te standaardiseren.

Artikel 2 gaat over de inhoud van en de wijze waarop de aangifte moet worden ingediend die door de wet wordt opgelegd aan wie een telefoongids wenst te vervaardigen, verkopen of verspreiden.

Onder die activiteiten wordt ook verstaan elke handeling in verband met taken die erop gericht zijn telefoongidsen te vervaardigen, te verkopen of te verspreiden. Marktverkenning, bijvoorbeeld, die bedoeld is om aankondigingen op te nemen in een telefoongids die in de maak is, wordt beschouwd als een onderdeel van die activiteiten.

De verplichting tot voorafgaande aangifte ten aanzien van dit soort van activiteiten draagt bij tot de bestrijding van zwendelpraktijken, die op dat gebied veel voorkomen.

Dit artikel preciseert de inlichtingen die in deze aangifte moeten worden vermeld, alsmede de voorwaarden waaronder elke wijziging van de oorspronkelijk aangegeven inlichtingen aan het Instituut moet worden meegedeeld. Tot die inlichtingen behoort met name de beschrijving van de zone die zal worden bestreken, de verbintenis om met de ombudsdiensten een protocol af te sluiten en eventueel de definitie van de categorieën van personen die in de gids zullen worden vermeld. De aangifte vermeldt ook de eventuele verbintenis van de uitgever van de telefoongids om een universele telefoongids te publiceren.

Artikel 3 bepaalt dat alle eindgebruikergegevens die in de telefoongids worden opgenomen, behalve bij instemming van de abonnee, beperkt zullen blijven tot het strikte minimum dat nodig is om de eindgebruiker te kunnen identificeren.

Aangezien dit artikel, onder voorbehoud van het akkoord van de betrokkenen, de verplichting oplegt dat alle eindgebruikers die in een door een telefoongids beoogde categorie of categorieën vallen, daarin worden vermeld, zijn de operatoren verplicht in hun contracten met hun klanten ervoor te zorgen dat zij onder andere vragen naar de categorie of categorieën van vrij beroep of van handels-, industriële of ambachtelijke activiteit die zij uitoefenen.

Deze minimale vermelding is gratis.

De vermeldingen die op verzoek van de abonnee de gegevens bevatten van de samenwonenden zullen ook gratis in de telefoongidsen worden opgenomen.

Het feit dat de persoon die in de betrokken categorie is opgenomen, geen reclamecontract met de uitgever wenst af te sluiten, wordt niet beschouwd als verzet tegen opname in de gids.

Cet article précise également que si l'annuaire est remis gratuitement au public, il doit être remis à tous les utilisateurs finals se situant dans la zone de couverture de cet annuaire sans que ceux-ci ne doivent en faire la demande.

Dérogation peut cependant être accordée par le Ministre, sur proposition de l'IBPT, pour les annuaires spécialisés destinés à un public plus restreint. C'est le cas par exemple, de certains annuaires professionnels qui ciblent des catégories précises d'utilisateurs, et dont la diffusion est forcément plus limitée que celle des annuaires publicitaires tous publics. On peut également penser aux publications sur d'autres supports que le papier, tels les disques optiques compacts (CD-ROM).

A remarquer qu'afin d'éviter les gaspillages, un utilisateur final peut demander de recevoir gratuitement moins d'annuaires qu'il n'a de lignes d'accès.

L'article 4 précise que chaque éditeur confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire, quel que soit le support utilisé, doit en fournir gratuitement trois exemplaires à l'Institut lors de chaque mise à jour, afin que celui-ci puisse exercer sa mission de surveillance et de contrôle du secteur.

L'article 5 s'explique par le fait que les listes transmises aux éditeurs par les opérateurs reprennent les données utilisateurs finals des personnes qui ont accepté de figurer dans les annuaires mais ont demandé à ne pas figurer dans les listes utilisées à d'autres fins.

Le chapitre II organise la réglementation spécifiquement applicable aux éditeurs d'annuaires universels.

L'article 6 définit certaines conditions qui sont particulières à l'annuaire universel. L'éditeur d'annuaires doit préciser à l'Institut la zone qu'il couvre, afin que ce dernier puisse vérifier si l'entière du Royaume est couverte.

Chaque annuaire doit couvrir une zone qui correspond à une ou plusieurs zones téléphoniques contiguës et qui contient au moins 75 000 adresses.

L'annuaire universel ne pourra être imprimé sur un autre support sans être préalablement confectionné, édité et distribué sur un support papier, seul support accessible à l'ensemble du public.

L'annuaire universel doit présenter suffisamment de lisibilité et être neutre à l'égard des différents opérateurs de télécommunications.

Par exemple, il faut éviter des disproportions entre les diverses informations définies en annexe au présent arrêté et leur but; de plus, certains critères de format et de publicité doivent aussi être respectés, il reviendra donc au Ministre de préciser les exigences nécessaires afin que l'annuaire garde son caractère universel.

L'article 7 précise les modalités suivant lesquelles les opérateurs peuvent éventuellement facturer des frais pour la gestion de la liste des abonnés privés.

Vu qu'il s'agit d'une restriction à un principe de droit à la vie privée, ces facturations de frais doivent être réellement justifiées; elles sont soumises à l'approbation préalable du Ministre.

L'article 8 envisage l'hypothèse où un éditeur ne respecterait pas son engagement de couvrir une zone, et que cette zone ne serait couverte par aucun autre éditeur. Dans ce cas, l'IBPT fera procéder à l'édition de l'annuaire à charge de l'éditeur défaillant.

Les coûts éventuels pourront être supportés par le fonds du service universel qui aura à charge de récupérer ces coûts auprès de l'éditeur défaillant.

Pour qu'il soit considéré qu'un éditeur couvre une zone déterminée, il faudra qu'il édite un annuaire universel sur un support papier. L'édition d'un annuaire universel électronique sous forme, par exemple, d'un CD-Rom ou via Internet ne pourra être considérée comme assurant la couverture d'une zone déterminée.

Afin de vérifier si toutes les zones seront couvertes dans les délais prescrits, l'éditeur devra informer l'IBPT de son programme annuel.

L'article 9 précise que l'annuaire universel doit faire l'objet d'une nouvelle édition au moins tous les quinze mois.

L'article 10 prévoit que si un éditeur d'annuaire ne souhaite plus éditer un annuaire universel, il doit, sous peine d'être en défaut aux termes de l'article 7 du présent arrêté, en faire la déclaration auprès de l'IBPT au plus tard 6 mois après la dernière distribution de cet annuaire universel.

Dit artikel schrijft ook voor dat wanneer een gids gratis aan het publiek wordt toegezonden, deze moet worden verstrekt aan alle eindgebruikers die gevestigd zijn in de zone die door die telefoongids wordt bestreken, zonder dat zij die moeten aanvragen.

Niettemin kan de Minister, op voorstel van het BIPT hierop een afwijking toestaan voor gespecialiseerde telefoongidsen die voor een beperkter publiek bestemd zijn. Dit geldt bijvoorbeeld voor sommige professionele telefoongidsen die afgestemd zijn op precieze categorieën van gebruikers en waarvan de verspreiding noodzakelijkerwijs beperkter is dan die van de voor het publiek bestemde reclamegidsen. Men kan ook denken aan publicaties op andere dragers dan papier, zoals CD-roms.

Op te merken valt dat een eindgebruiker, om verspilling tegen te gaan, mag vragen om gratis minder telefoongidsen te ontvangen dan dat hij toeganglijnen heeft.

Artikel 4 verduidelijkt dat elke uitgever die een telefoongids vervaardigt, verkoopt of verspreidt, ongeacht de drager ervan, daarvan gratis drie exemplaren moet verstrekken aan het Instituut bij elke bijwerking, opdat dit laatste zijn taak kan vervullen inzake toezicht op een controle van de sector.

Artikel 5 wordt verklaard door het feit dat de lijsten die door de operatoren aan de uitgevers worden bezorgd de eindgebruikergegevens bevatten van de personen die hebben aanvaard te worden vermeld in de telefoongidsen maar die hebben gevraagd niet te worden opgenomen in de lijsten die voor andere doeleinden worden gebruikt.

Hoofdstuk II organiseert de reglementering die specifiek van toepassing is op uitgevers van universele telefoongidsen.

Artikel 6 stelt een aantal voorwaarden vast die specifiek zijn voor de universele telefoongids. Een uitgever van telefoongidsen moet aan het Instituut de zone opgeven die hij dekt, opdat het Instituut kan nagaan of het hele Rijksgebied wordt bestreken.

Elke telefoongids moet een zone dekken die overeenstemt met één of meer aangrenzende telefoonzones en die ten minste 75 000 adressen bevat.

De universele telefoongids mag niet op een andere drager worden afgedrukt zonder dat die eerst vervaardigd, uitgegeven en verspreid is op een papieren drager, de enige drager die voor het hele publiek toegankelijk is.

De universele telefoongids moet voldoende leesbaar en neutraal zijn ten aanzien van de verschillende telecommunicatieoperatoren.

Er moeten bijvoorbeeld wanverhoudingen worden vermeden tussen de diverse inlichtingen die in de bijlage bij dit besluit vastgelegd zijn en het doel ervan; bovendien moeten ook sommige criteria inzake formaat en reclame worden nageleefd; het staat daarom aan de Minister om de nodige vereisten te verduidelijken opdat de telefoongids zijn universele karakter behoudt.

Artikel 7 verduidelijkt de nadere regels volgens welke de operatoren eventueel kosten mogen aanrekenen voor het beheer van de lijst van de privé-abonnees.

Daar het gaat om een beperking van het principe van het recht op privacy moeten die aangerekende kosten werkelijk worden bewezen; zij worden vooraf ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister.

Artikel 8 betreft de veronderstelling dat een uitgever zijn verbintenis om een zone te dekken niet zou nakomen en dat deze zone door geen enkele andere uitgever zou worden gedekt. In dat geval zal het BIPT de gids laten uitgeven ten laste van de in verzuim zijnde uitgever.

De eventuele kosten kunnen worden gedragen door het fonds voor de universele dienstverlening, dat die kosten op de in verzuim zijnde uitgever zal moeten verhalen.

Opdat ervan wordt uitgegaan dat een uitgever een bepaalde zone dekt, moet hij een universele telefoongids uitgeven op papier. Een elektronisch uitgegeven universele telefoongids, bijvoorbeeld in de vorm van een cd-rom of via Internet kan niet worden beschouwd als een gids die een bepaalde zone dekt.

Om te kunnen nagaan of alle zones binnen de voorgeschreven termijnen gedekt zullen zijn, moet de uitgever aan het BIPT zijn jaarlijks programma meedelen.

Artikel 9 schrijft voor dat ten minste om de 15 maanden een nieuwe uitgave van de universele telefoongids moet verschijnen.

Artikel 10 bepaalt dat indien een uitgever van telefoongidsen niet langer een universele telefoongids wenst uit te geven hij, op straffe van verzuim krachtens artikel 7 van dit besluit, dit uiterlijk 6 maanden na de laatste verspreiding van die universele telefoongids moet aangeven bij het BIPT.

Cette information est nécessaire afin de veiller à ce que l'ensemble du territoire soit toujours couvert par un annuaire universel et pour permettre à l'IBPT, dans l'hypothèse où il devrait apparaître qu'une zone téléphonique ne serait plus couverte dans le futur, de mettre en action la procédure devant conduire à la désignation d'un éditeur devant prendre en charge l'édition de l'annuaire universel dans la zone concernée.

Actuellement toutes les zones du pays sont couvertes par les éditeurs d'annuaires. Dans le cas de figure où ceux-ci ne souhaiteraient plus couvrir une zone déterminée, ils devraient en faire la déclaration au plus tard six mois après la dernière édition de l'annuaire. Dans ce cas, l'éditeur désigné en vertu de l'article 84, § 2 de la loi disposerait de neuf mois pour assurer l'édition de l'annuaire universel couvrant la zone considérée.

Le chapitre III traite de diverses dispositions transitoires et finales. Les articles 11 et 12 n'appellent pas de commentaires particuliers.

L'article 13 a pour but de permettre à l'IBPT de disposer de renseignements identiques sur les différents acteurs du marché; à cette fin, les éditeurs préalablement habilités devront communiquer les mêmes informations que celles à fournir par les nouveaux venus.

Les articles 14 et 15 n'appellent pas de commentaires particuliers. J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

**13 JUIN 1999. — Arrêté royal portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 4<sup>ter</sup>, inséré par la directive 96/19/CEE, du 13 mars 1996;

Vu la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications, notamment l'article 11;

Vu la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service de télécommunications dans un environnement concurrentiel, notamment l'article 6;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 84, § 1<sup>er</sup> 7°, 109<sup>ter</sup> C et 113 remplacés par la loi du 19 décembre 1997 et modifiés par l'arrêté royal du 4 mars 1999 adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques aux directives de l'Union européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, requis en vertu de l'article 113, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 mars 1991 précitée;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 28 mai 1997 et le 25 mai 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 1997 et le 12 juin 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 12 juin 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Les annuaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a les télécommunications dans ses attributions;

2° Loi : la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

Die informatie is nodig om ervoor te zorgen dat het hele grondgebied te allen tijde door een universele telefoongids wordt gedekt en, mocht blijken dat een telefoonzone in de toekomst niet meer gedekt zou worden, om het BIPT ertoe in staat te stellen de procedure aan te vatten die moet leiden tot de aanwijzing van een uitgever die de uitgave van de universele telefoongids in de betrokken zone op zich moet nemen.

Momenteel zijn alle zones van het land door de uitgevers van gidsen gedekt. Indien zij niet langer een bepaalde zone willen dekken, moeten zij dit uiterlijk zes maanden na de laatste uitgave van die telefoongids aangeven. In dat geval beschikt de krachtens artikel 84, § 2 van de wet aangewezen uitgever over negen maanden om de universele telefoon-gids uit te geven die de betrokken zone dekt.

Hoofdstuk III handelt over diverse overgangs- en slotbepalingen.

De artikelen 11 en 12 behoeven geen bijzondere commentaar.

Artikel 13 strekt ertoe het BIPT de mogelijkheid te bieden om te beschikken over identieke inlichtingen met betrekking tot de verschillende marktspelers; daartoe zullen de voorafgaandelijk bevoegd verklaarde uitgevers dezelfde inlichtingen moeten meedelen als die welke de nieuwkomers moeten verstrekken.

De artikelen 14 en 15 behoeven geen bijzondere commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

**13 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 4<sup>ter</sup>, ingevoegd bij richtlijn 96/19/EEG van 13 maart 1996;

Gelet op richtlijn 97/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 84, § 1, 7°, 109<sup>ter</sup> C en 113 vervangen door de wet van 19 december 1997 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 maart 1999 tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Unie en tot wijziging van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening;

Gelet op het advies van Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dat vereist is krachtens artikel 113, eerste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 mei 1997 en op 25 mei 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 1997 en op 12 juni 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 12 juni 1998 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 oktober 1998 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicaties,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Telefoongidsen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister of Staatssecretaris die de telecommunicatie onder zijn bevoegdheid heeft;

2° Wet : de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven

3° Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé « I.B.P.T. » visé à l'article 71 de la loi;

4° Annuaire universel : type d'annuaire, répondant aux critères définis à l'article 6 du présent arrêté.

5° Données utilisateurs finals : informations recueillies auprès du titulaire du contrat d'abonnement par les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe à des utilisateurs finals, et nécessaires à la confection, la vente ou la distribution d'un annuaire.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La déclaration dont il est question à l'article 113 de la loi, est faite par voie recommandée. Elle comprend :

1° l'identité et l'adresse du déclarant; si le déclarant est une personne morale, la forme, la dénomination et la désignation précise du siège social de la société ainsi qu'une copie des statuts;

2° un engagement à conclure dans les deux mois qui suivent le dépôt de la déclaration auprès de l'Institut, un accord avec le service de médiation. Cet accord détermine les modalités de traitement des plaintes et comprend, notamment, la convention d'arbitrage dont question à l'article 43bis, § 3, 4° de la loi;

3° l'origine des données servant de base à l'édition de l'annuaire;

4° la définition de la couverture territoriale envisagée;

5° le cas échéant, la ou les catégories de profession libérale ou d'activité commerciale, industrielle ou artisanale reprises dans celui-ci;

6° le mode de financement envisagé;

7° le ou les services de télécommunications couverts par l'annuaire;

8° les conditions de mise à disposition de l'annuaire au public, y compris l'éventuelle demande de dérogation visée à l'article 3 du présent arrêté;

9° les éventuelles conditions de récupération des annuaires remplacés;

10° éventuellement, l'engagement à publier un annuaire universel dans les conditions définies au chapitre II du présent arrêté;

11° le ou les types de supports sur lesquels l'annuaire est mis à la disposition du public.

§ 2. Sous réserve de l'article 10, toute modification d'un des éléments ayant fait l'objet de la déclaration au § 1<sup>er</sup> doit être communiquée à l'Institut au moins deux semaines avant son entrée en application.

**Art. 3.** Les données utilisateurs finals sont limitées à ce qui est nécessaire pour identifier celui-ci, à moins que l'abonné n'ait donné son consentement, sans la moindre ambiguïté, à la publication de données supplémentaires en ce compris l'activité professionnelle concernant l'utilisateur final ainsi que les personnes cohabitantes avec celui-ci qui souhaitent figurer sous leur nom propre. Ces données de base sont mentionnées gratuitement pour autant que les utilisateurs finals entrent dans la catégorie visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5° du présent arrêté et qu'ils sont situés dans les zones téléphoniques de services fixes couvertes par l'annuaire.

Sauf dérogation accordée par le Ministre, sur proposition de l'Institut, chaque utilisateur final d'un service de téléphonie vocale fixe reçoit gratuitement, sans en faire la demande, à l'adresse de son domicile, un exemplaire mis à jour de tous les annuaires remis gratuitement au public afférent à la zone téléphonique du service fixe où se trouve le raccordement.

En cas de lignes d'accès multiples à une même adresse, l'utilisateur final peut demander à l'éditeur de recevoir gratuitement moins d'annuaires qu'il n'a de lignes d'accès.

**Art. 4.** Toute personne confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire, quel qu'en soit le support, en fournit gratuitement à l'Institut trois exemplaires mis à jour.

**Art. 5.** Les données utilisateurs finals acquises par les personnes confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire ne peuvent être utilisées par ces personnes dans un autre but que la confection, la vente ou la distribution d'un annuaire.

Ces données utilisateurs finals ne peuvent être revendues ou communiquées à un tiers.

3° Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort « B.I.P.T. », bedoeld in artikel 71 van de wet;

4° Universele telefoongids : type van telefoongids die beantwoordt aan de criteria die in artikel 6 van dit besluit zijn vastgelegd;

5° Eindgebruikergegevens : inlichtingen die de personen die diensten voor vaste spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden bij de houder van de abonnementsovereenkomst hebben verzameld en die nodig zijn voor de vervaardiging, verkoop of verspreiding van een telefoongids.

**Art. 2.** § 1. De aangifte waarvan sprake in artikel 113 van de wet, wordt gedaan via een aangetekend schrijven. Zij omvat :

1° de identiteit en het adres van de aangever; indien de aangever een rechtspersoon is, de rechtsvorm, de benaming en de precieze vermelding van de maatschappelijke zetel, alsook een afschrift van de statuten;

2° een verbintenis om binnen twee maanden volgend op de indiening van de aangifte bij het Instituut, een overeenkomst te sluiten met de ombudsdienst. Die overeenkomst bepaalt de nadere regels voor de behandeling van de klachten en omvat onder andere de arbitrageovereenkomst waarvan sprake in artikel 43bis, § 3, 4° van de wet;

3° de oorsprong van de gegevens die als basis dienen voor de uitgave van de telefoongids;

4° de definitie van de beoogde territoriale dekking;

5° in voorkomend geval, de categorie of categorieën van vrije beroepen of van commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten die daarin worden opgenomen;

6° de beoogde financieringswijze;

7° de door de telefoongids gedekte telecommunicatiedienst(en);

8° de voorwaarden voor het beschikbaar stellen van de telefoongids aan het publiek, met inbegrip van het eventuele verzoek om afwijking, bedoeld in artikel 3 van dit besluit;

9° de eventuele voorwaarden inzake recycling van de vervangen telefoongidsen;

10° eventueel, de verbintenis om een universele telefoongids te publiceren onder de voorwaarden van hoofdstuk II van dit besluit;

11° de soort(en) van dragers waarop de telefoongids aan het publiek beschikbaar wordt gesteld.

§ 2. Onverminderd artikel 10, moet elke wijziging van één van de elementen die volgens § 1 zijn aangegeven, ten minste twee weken voor zij van kracht wordt aan het Instituut worden meegedeeld.

**Art. 3.** De eindgebruikergegevens worden beperkt tot hetgeen nodig is om de eindgebruiker te identificeren, tenzij de abonnee zonder de minste dubbelzinnigheid zijn toestemming heeft verleend om aanvullende gegevens te publiceren, met inbegrip van de beroepsbezigheid van de eindgebruiker alsook de personen die met hem samenwonen en die onder hun eigen naam wensen te worden vermeld. Die basisgegevens worden gratis vermeld voorzover de eindgebruikers in de categorie vallen, bedoeld in artikel 2, § 1, 5° van dit besluit en voorzover zij gevestigd zijn in de telefoonzones van de vaste diensten die door de gids worden gedekt.

Behalve afwijking die op voorstel van het Instituut door de Minister wordt toegestaan, ontvangt elke eindgebruiker van een dienst voor vaste spraaktelefonie gratis, zonder daarom te verzoeken, op het adres van zijn woonplaats, een bijgewerkt exemplaar van alle telefoongidsen die gratis aan het publiek worden verstrekt en die behoren tot de telefoonzone van de vaste dienst waar de aansluiting zich bevindt.

In geval van verscheidene toegangslijnen op eenzelfde adres, mag de eindgebruiker aan de uitgever vragen om kosteloos minder telefoongidsen te ontvangen dan dat hij toegangslijnen heeft.

**Art. 4.** Elke persoon die een telefoongids vervaardigt, verkoopt of verspreidt, verstrekt, ongeacht de drager ervan, kosteloos drie bijgewerkte exemplaren van die gids aan het Instituut.

**Art. 5.** De eindgebruikergegevens die verkregen zijn door de personen die een telefoongids vervaardigen, verkopen of verspreiden, mogen door die personen voor geen andere doeleinden worden gebruikt dan voor de vervaardiging, de verkoop of de verspreiding van een telefoongids.

Die eindgebruikergegevens mogen niet worden doorverkocht of aan een derde worden meegedeeld.

CHAPITRE II. — *L'annuaire universel*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Outre les données utilisateurs finals reprises par ordre alphabétique et par commune, l'annuaire universel doit mentionner les informations énoncées dans l'annexe au présent arrêté ainsi que les informations relatives aux services à accès particulier.

Toute personne éditant un annuaire universel est tenue de préciser à l'Institut la ou les zones couvertes.

Sauf dérogation accordée par le Ministre sur proposition de l'Institut, un annuaire universel doit au moins couvrir une zone téléphonique d'un service fixe existant à la date de publication du présent arrêté de manière à contenir un minimum de septante-cinq mille données utilisateurs finals.

Pour l'application du présent article, les communes de la région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme constituant une seule commune.

§ 2. Les critères d'édition de l'annuaire universel sont arrêtés par le Ministre.

**Art. 7.** Tout abonné a le droit d'obtenir sur demande, de ne pas figurer dans un annuaire imprimé ou électronique.

Toutefois, les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe à des utilisateurs finals qui désirent exiger d'un abonné un paiement afin que ses données utilisateur final ne figurent pas dans l'annuaire, sont tenues d'introduire une demande apportant la preuve que la somme demandée n'est pas dissuasive pour l'exercice du droit des abonnés de ne pas figurer dans l'annuaire. Tout en tenant compte des exigences de qualité de l'annuaire au regard du service universel, cette somme doit être calculée pour couvrir les coûts effectivement encourus pour l'adaptation et la mise à jour de la liste des abonnés à ne pas faire figurer dans l'annuaire.

Le Ministre approuve la demande sur proposition de l'Institut.

**Art. 8.** L'éditeur d'annuaire universel est tenu d'en assurer l'édition, la confection et la distribution dans la ou les zones couvertes. En cas de défaut de l'éditeur, et si aucun autre annuaire universel ne couvre les zones concernées, l'Institut fait procéder à l'édition, la confection et la distribution dédit annuaire universel aux frais de l'éditeur en situation.

L'éditeur communique à l'Institut, au plus tard le 15 janvier, son programme annuel de dates de clôture et de distribution de ses annuaires universels.

**Art. 9.** Tout annuaire universel est mis à jour par une nouvelle édition au moins une fois tous les quinze mois.

Tout éditeur d'annuaire universel fournit, en outre, à un prix raisonnable, un ou plusieurs exemplaires de l'annuaire universel à toute personne qui en fait la demande.

**Art. 10.** Toute personne souhaitant ne plus éditer l'annuaire universel dans tout ou partie de la couverture territoriale définie dans sa déclaration doit le faire savoir par voie recommandée à l'Institut au plus tard six mois après la dernière distribution de l'annuaire universel qu'il édite pour la couverture concernée. En cas de déclaration tardive, elle reste tenue d'éditer l'annuaire universel.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 11.** En cas de manquement aux obligations imposées en vertu du présent arrêté, l'Institut appliquera les dispositions de l'article 109quater de la loi.

**Art. 12.** Nonobstant l'article 13 du présent arrêté, l'arrêté royal du 15 juillet 1994 exécutant l'article 113, 2° de la loi, en ce qui concerne les annuaires des abonnés aux services de télécommunications réserves exploités par BELGACOM est abrogé.

**Art. 13.** Les personnes habilitées en vertu de l'arrêté royal du 15 juillet 1994 exécutant l'article 113, 2° de la loi doivent introduire une déclaration conforme aux dispositions du présent arrêté dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé à l'article 6, § 2. Cette déclaration doit aussi préciser la date à partir de laquelle les nouvelles parutions d'annuaires seront adaptées.

HOOFDSTUK II. — *De universele telefoongids*

**Art. 6.** § 1. Behalve de eindgebruikergegevens die alfabetisch en per gemeente zijn opgenomen, moet de universele telefoongids de inlichtingen vermelden die opgesomd zijn in de bijlage bij dit besluit, alsmede de inlichtingen met betrekking tot de diensten met bijzondere toegang.

Al wie een universele telefoongids uitgeeft, moet aan het Instituut de gedekte zone of zones verduidelijken.

Behalve bij afwijking die op voorstel van het Instituut door de Minister is toegestaan, moet een universele telefoongids ten minste een telefoonzone van een vaste dienst bestrijken die bestaat op de datum waarop dit besluit wordt bekendgemaakt, en waarbij een minimum van vijftienzeventigduizend eindgebruikergegevens wordt opgenomen.

Voor de toepassing van dit artikel worden de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als één enkele gemeente beschouwd.

§ 2. De criteria voor de uitgave van de universele telefoongids worden door de Minister vastgesteld.

**Art. 7.** Elke abonnee heeft het recht om op verzoek niet te worden vermeld in een afgedrukte of elektronische telefoongids.

Niettemin zijn de personen die diensten voor vaste spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden en die van een abonnee betaling willen eisen om die eindgebruikergegevens niet in een telefoongids te laten verschijnen, verplicht een aanvraag in te dienen waarin het bewijs wordt geleverd dat de gevraagde som niet afschrikt voor de uitoefening van het recht van de abonnees om niet in de gids te worden vermeld. Rekening houdende met de eisen inzake kwaliteit van de telefoongids ten aanzien van de universele dienstverlening moet die som worden berekend om de kosten te dekken die daadwerkelijk zijn gemaakt voor de aanpassing en bijwerking van de lijst van de abonnees die niet in de telefoongids mogen worden vermeld.

De Minister keurt de aanvraag goed op voorstel van het Instituut.

**Art. 8.** De uitgever van een universele telefoongids is verplicht om de universele telefoongids uit te geven, te vervaardigen en te verspreiden in de gedekte zone(s). In geval van verzuim vanwege de uitgever en indien geen enkele andere universele telefoongids de betrokken zones dekt, laat het Instituut de universele telefoongids uitgeven, vervaardigen en verspreiden op kosten van de in verzuim zijnde uitgever.

De uitgever deelt het Instituut uiterlijk op 15 januari zijn jaarlijks programma mee met betrekking tot de data van afsluiting en verspreiding van zijn universele telefoongidsen.

**Art. 9.** Elke universele telefoongids wordt ten minste één keer om de vijftien maanden bijgewerkt door middel van een nieuwe uitgave.

Elke uitgever van een universele telefoongids verstrekt bovendien tegen een redelijke prijs één of meer exemplaren van de universele telefoongids aan iedereen die daarom verzoekt.

**Art. 10.** Elke persoon die niet langer de universele telefoongids wenst uit te geven in het gehele, in zijn aangifte vastgelegde grondgebied of in een deel ervan, moet dit uiterlijk zes maanden na de laatste verspreiding van de universele gids die hij voor de betrokken zone uitgeeft, per aangetekend schrijven meedelen. In geval van laattijdige aangifte blijft die persoon verplicht om de universele telefoongids uit te geven.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 11.** Indien de krachtens dit besluit opgelegde verplichtingen niet worden nagekomen zal het Instituut de bepalingen van artikel 109quater van de wet toepassen.

**Art. 12.** Niettegenstaande artikel 13 van dit besluit, wordt het koninklijk besluit van 15 juli 1994 tot uitvoering van artikel 113, 2° van de wet, met betrekking tot de gidsen van de abonnees van de gereserveerde telecommunicatiediensten die door BELGACOM worden geëxploiteerd, opgeheven.

**Art. 13.** De personen die krachtens het koninklijk besluit van 15 juli 1994 tot uitvoering van artikel 113, 2° van de wet bevoegd zijn verklaard, moeten een aangifte indienen die voldoet aan de bepalingen van dit besluit en dit binnen twee maanden na de inwerkingtreding van het in artikel 6, § 2, bedoelde ministerieel besluit. Deze aangifte moet ook de datum vermelden vanaf wanneer de nieuwe data van verschijning van de telefoongidsen zullen worden aangepast.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 15.** Notre Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

—

Annexe

Liste des informations devant figurer gratuitement  
dans tout annuaire universel

— Les numéros de secours, en conformité avec l'annexe I, article 8, de la loi.

— La liste de toutes les localités et communes correspondantes du Royaume avec leurs numéros postaux et les indicatifs de zone s'y rapportant.

— Les numéros des services téléphoniques d'intérêt général des fournisseurs de services de téléphonie vocale fixe et/ou mobile dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire.

— Les renseignements généraux fixés par le Ministre et les renseignements relatifs au service universel.

— La liste des services commerciaux de l'opérateur chargé du service universel ainsi que les adresses et numéros de téléphone des fournisseurs de services de téléphonie vocale des réseaux fixes et/ou mobiles dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire.

— l'indicatif des pays, les principaux indicatifs internationaux et décalages horaires.

— Pour chaque fournisseur de services de téléphonie vocale des réseaux fixes et/ou mobiles dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire :

— la description du service;

— les tarifs pratiqués;

— les conditions techniques de prestation du service de téléphonie de base;

— éventuellement, la qualité des services offerts telle que mesurée par l'Institut;

— la date à laquelle ces différentes informations ont été recueillies;

— les modalités d'accès et coordonnées, d'une part, des services de Médiation des télécommunications et de La Poste et, d'autre part, de la Commission d'éthique;

— les informations relatives aux postes téléphoniques payants mis en service par le prestataire du service universel;

— les informations relatives aux missions réglementaires de l'Institut susceptibles d'intéresser les utilisateurs;

— la date à laquelle les fournisseurs de services dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire ont remis les données abonnés à l'éditeur et la date à laquelle les différents fournisseurs de services ont fourni les informations figurant dans l'annuaire.

Vu pour être annexé à Notre arrêté royal du 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 15.** Onze Minister die Telecommunicatie onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

—

Bijlage

Lijst van de inlichtingen die gratis  
in elke universele telefoongids moeten worden vermeld

— De noodnummers, overeenkomstig bijlage 1, artikel 8, van de wet,

— Lijst van alle woonplaatsen en daarmee overeenstemmende gemeenten van het Rijk met hun bijhorend postnummer en zonenummer.

— Nummers van de telefoondiensten van algemeen nut van de leveranciers van diensten voor vaste en/of mobiele spraaktelefonie waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn.

— De algemene inlichtingen die door de Minister worden vastgesteld en de inlichtingen over de universele dienst.

— De lijst van de commerciële diensten van de operator die met de universele dienst belast is, alsook de adressen en telefoonnummers van de leveranciers van spraaktelefoondiensten van de vaste en/of mobiele netten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn.

— Landnummers, de belangrijkste internationale netnummers en tijdsverschil.

— Voor elke leverancier van spraaktelefoondiensten van de vaste en/of mobiele netten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn :

— de beschrijving van de dienst;

— de toegepaste tarieven;

— de technische voorwaarden met betrekking tot de verstrekking van de basisdienst inzake spraaktelefonie;

— eventueel de kwaliteit van de aangeboden diensten zoals die door het Instituut is gemeten;

— de datum waarop die verschillende inlichtingen zijn verzameld;

— de voorwaarden inzake toegang tot en volledig adres van de ombudsdienst voor de telecommunicatie en de ombudsdienst van De Post enerzijds en anderzijds van de Ethische Commissie;

— inlichtingen aangaande de betaaltelefoons die door de universele dienstverlener in dienst zijn gesteld;

— inlichtingen met betrekking tot de regelgevingsopdrachten van het Instituut die de gebruikers kunnen aanbelangen;

— de datum waarop de leveranciers van diensten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn, hun abonneegegevens aan de uitgever hebben verstrekt en de datum waarop de verschillende dienstenleveranciers de inlichtingen die in de telefoongids voorkomen hebben verstrekt.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 13 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO